



Créateur de l'ERN – European Rivers Network, réseau international de protection des rivières –, Roberto Epple nous livre son analyse de l'état des cours d'eau européens. PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE GOUYOU BEAUCHAMPS



Roberto Epple Les fleuves à cœur ouvert

Terre Sauvage: Roberto Epple, pourquoi avoir réalisé, au milieu des années 1990, la carte de l'Europe des fleuves? Elle offre une vision très différente de l'Europe politique.

Roberto Epple: Simplement parce qu'elle n'existait pas! La carte de l'Europe politique, avec ses frontières, ne traduit pas le caractère transfrontalier des fleuves et des rivières. J'ai réalisé cette carte des fleuves européens, basée sur un système d'informations géographiques complexes, parce que j'ai senti qu'il fallait montrer cela. Un fleuve saute les frontières administratives et politiques, prend sa source dans un pays puis traverse un, deux, trois, quatre, voire plus de dix pays, comme le Danube, avant de se jeter dans l'océan ou la mer. Les gens ont tendance à l'oublier.

Une manière de prendre conscience que l'Europe, c'est aussi une communauté d'écosystèmes?

En quelque sorte, oui. Je voulais que les Européens se rendent compte qu'au-delà de leur appartenance à telle ou telle nation, ils sont aussi liés par l'eau. L'objectif n'est pas d'effacer ou de renier les frontières nationales. D'ailleurs, elles apparaissent clairement sur la carte. Je voulais que, d'un coup d'œil, on perçoive l'étendue des bassins, leur couverture de vastes territoires pour comprendre que la gestion d'un fleuve n'est pas l'affaire d'un, mais de plusieurs régions ou États. Cette carte est finalement assez classique, les technologies modernes nous permettent de situer précisément les limites des bassins versants de n'importe quelle zone géographique dans le monde, mais il faut imaginer les conditions de travail de l'époque! Dans les années 1990, j'ai dû chercher les informations pays par pays, pour trouver les limites de bassin sur les cartographies nationales, voire régionales. Les cartes s'arrêtaient toutes en bordure des frontières. La vision d'ensemble que nous avons aujourd'hui n'existait pas. D'ailleurs, les fleuves n'étaient pas considérés comme des écosystèmes en tant que tels. Après la révolution industrielle, ils avaient servi d'égouts, les gens leur tournaient le dos, on les avait presque oubliés. On n'avait pas conscience qu'ils nous rendaient, gratuitement, de précieux services.

Des services?

Oui, nombreux. Par exemple, les zones humides inondables le long d'un fleuve jouent un rôle bénéfique: elles régulent les crues en absorbant le trop plein d'eau lors de forts orages, elles améliorent la qualité de l'eau, agissant comme des stations d'épuration naturelles, et elles restituent l'eau, comme une éponge, pendant les périodes de sécheresse. Ce sont, en plus, des hauts lieux de biodiversité. Rien qu'au niveau de notre sécurité et de notre santé, les avantages d'une rivière propre sont énormes. Les fleuves sont les artères de la planète; leur mauvais état est inquiétant pour la Vie en général. Le problème, c'est que l'on remarque souvent la valeur d'un écosystème le jour où il disparaît. Ce jour-là, on se dit que finalement, oui, conserver nos rivières en bon état, ça vaut la peine!

Quelle est votre définition personnelle d'un fleuve?

Contrairement à ce que beaucoup pensent, un fleuve n'est pas linéaire. Il s'apparente plutôt à un réseau complexe constitué d'affluents, d'affluents d'affluents, de lacs, de zones humides et d'un estuaire. On peut le comparer à la structure d'un arbre: le fleuve, c'est le tronc, les affluents, ce sont les branches.

Et l'estuaire?

L'estuaire, associé à l'océan ou la mer, représenterait la terre. D'une certaine façon, le fleuve alimente l'océan avec de l'eau et des sédiments et l'océan, lui, remonte jusqu'aux sources des fleuves à travers la migration d'espèces, par exemple les saumons, comme la sève d'un arbre remonte dans les branches. Officiellement, la Loire prend sa source au mont Gerbier-de-Jonc, dans le Massif central, ce qui entraîne l'idée, erronée, qu'un fleuve est formé par un seul cours d'eau. Or tous les affluents, comme l'Allier, la Sarthe, l'Indre, font aussi partie de ce réseau et composent le fleuve.

Comment se portent nos fleuves européens aujourd'hui?

Ils ont tous le même problème: l'érosion naturelle ne se fait plus sur leurs bords mais en profondeur, à cause de l'endiguement et du

bétonnage. Résultat, le fond des fleuves s'enfonçe, ils «s'autocanalisent», les crues et les inondations sont de plus en plus dévastatrices et les zones humides en bordure s'assèchent encore plus... Deuxième problème majeur: l'interruption du transport des sédiments – ainsi que la pollution sédimentaire. Des agents nocifs pour l'environnement, comme les PCB, se retrouvent piégés derrière les barrages et sont de véritables bombes à retardement. Nous ne savons pas toujours comment lutter contre ces polluants à long terme. Il faut distinguer trois grandes zones géographiques: l'Europe de l'Ouest, l'Europe de l'Est et enfin l'Europe du Sud et des pays méditerranéens.

C'est parti pour un tour d'Europe...

En Europe de l'Ouest, du Nord et centrale, la tendance est à une amélioration rapide de la qualité des eaux. En revanche, le milieu dans lequel circule cette eau est à améliorer: trop de zones humides, indispensables pour lutter contre les crues, indispensables aussi pour la biodiversité, ont été drainées ou séparées des fleuves. Il faut les réhabiliter, leur rendre leur morphologie d'origine. À partir de 2015, la situation devrait commencer à s'améliorer, mais les processus de rétablissements sont extrêmement lents.

Le manque d'eau, en été, de certains grands fleuves prenant leur source dans les hautes montagnes, pose un autre problème. Il y a quelques années, la navigation fluviale sur le Rhin a dû être interrompue à cause d'un niveau trop bas. Cette situation risque malheureusement de perdurer, voire même de s'aggraver dans les années à venir, en raison du changement climatique: le printemps arrivant plus tôt, la neige fond aussi prématurément et il ne reste plus assez d'eau, au cours des mois de juillet et d'août, pour la navigation et la production d'électricité. La baisse des précipitations dans certaines régions d'Europe est aussi à craindre.

En Europe de l'Est, on est encore dans une phase de dégradation des rivières et des fleuves à cause de l'industrialisation, du manque

de moyens et, probablement aussi, de la valeur que représente une rivière pour les citoyens, qui ont d'autres soucis, à court terme, que celui de protéger les cours d'eau. Mais dans les 10 ou 15 années à venir, on peut s'attendre à ce que cette tendance s'inverse, entre autres en raison de l'importante aide financière européenne et de la prise de conscience généralisée.

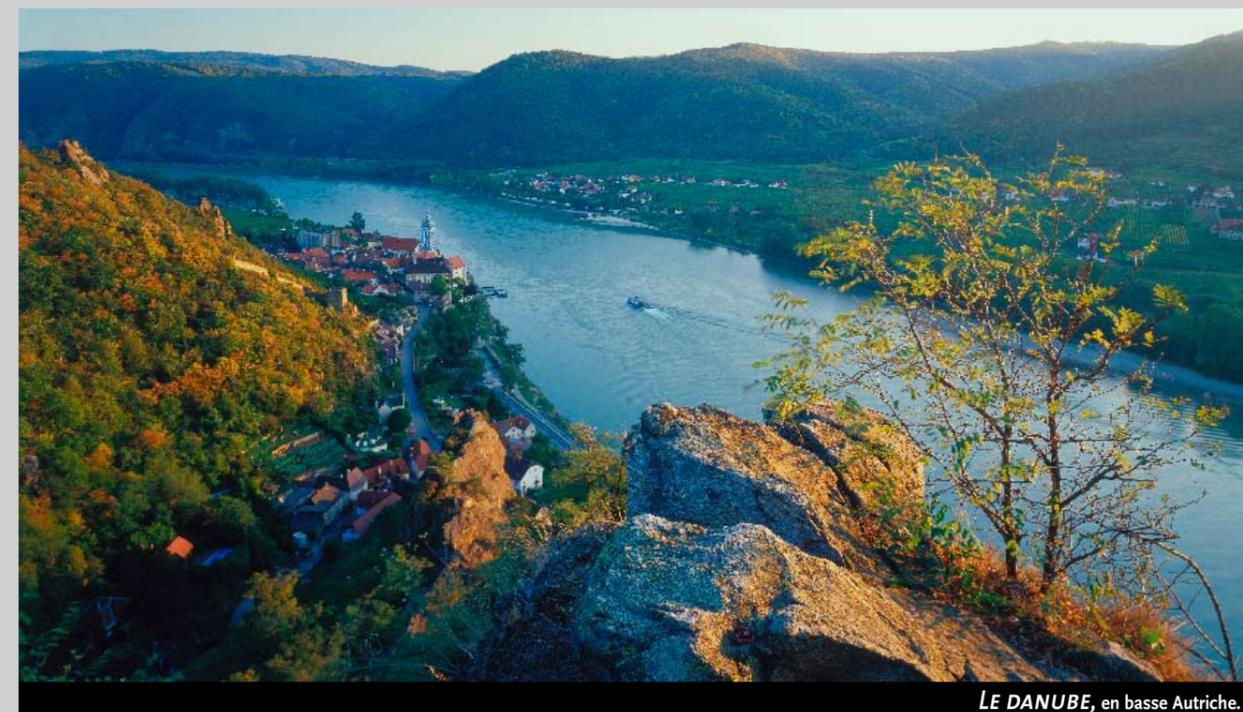
Je parlais à l'instant du caractère international de nos fleuves. L'Europe de l'Est en est un bon exemple, puisque les pays de l'ancien bloc communiste sont situés en aval des fleuves venant des pays d'Europe de l'Ouest. Nous avons donc une responsabilité quant à ces pays, notamment en matière de qualité de l'eau; si l'Allemagne pollue l'eau du Danube, que diront la Hongrie et la Roumanie? Dans ces pays, la situation est encore différente: les problèmes les plus importants sont liés aux pollutions agricoles et aux prélèvements d'eau, pour lesquels je ne vois aucun signe d'amélioration. On est encore dans une logique de consommation d'eau exagérée, notamment par l'agriculture qui pompe une quantité d'eau trop élevée; à terme, la carence en eau entraînera forcément un changement des pratiques agricoles...

On assiste aussi à un développement chaotique des secteurs agricoles et touristiques en Espagne, au Portugal, bientôt en Croatie et dans d'autres pays du sud... Déjà soumises à un risque d'appauvrissement en eau, ces régions accueillent des structures touristiques à un rythme effréné, souvent au mépris des normes environnementales. Nous tentons, à notre niveau, de répondre à ces problèmes par la mise en place du projet européen Aquanet-Sud, qui devrait voir le jour très prochainement.

Quel objectif l'Europe s'est-elle fixé en matière de protection des fleuves?

Depuis 2000, l'Europe a adopté la directive-cadre Eau, un formidable instrument politique et juridique dont l'objectif est clair: atteindre d'ici 2015 le bon état écologique pour tous les milieux aquatiques

...



LE DANUBE, en basse Autriche.

PHOTONOSTOP



LA CARTE de l'Europe des fleuves, comme vous ne l'avez jamais vue: on y découvre instantanément que les bassins versants des grands fleuves se jouent des frontières et des limites de territoire.

© ERN EUROPEAN RIVERS NETWORK



0 1000 2000 kilometres



LA LOIRE, du côté de Saumur, en Anjou.

.....
naturels et préserver ceux qui sont déjà en bon état. C'est une ambition incroyable mais honnêtement, nous pensons que seuls 50 % du linéaire de tous les cours d'eau européens pourront atteindre cet état. Le plus important, c'est le caractère d'urgence qu'a donné l'Europe à la protection des fleuves. Nos institutions ont officiellement inscrit ce «bon état écologique» comme objectif prioritaire. À l'étranger, tout le monde nous envie! Les Américains, les Chinois nous prennent comme exemple, ils viennent nous voir, ils s'informent sur la façon dont nous procédons pour l'atteindre. Cet objectif a une forte valeur symbolique au niveau international, je vous le dis, j'en suis très fier.

Du citoyen aux plus hauts dignitaires, la prise de conscience des enjeux liés à la protection des rivières est très importante et cela vous surprendra peut-être mais nous travaillons, depuis une quinzaine d'années, avec des institutions et un ministère français de l'Environnement qui sont au courant des défis à venir! Les enjeux sont clairs, l'État français a une vision globale, à l'échelle européenne, de ceux liés aux fleuves, il a les informations, pour chaque pays de l'Union. Ce qui pose problème, ce sont les institutions départementales, régionales, voire communales. Certains décideurs locaux, même s'ils ont compris intellectuellement les enjeux, ont encore du mal à aller au bout de la démarche.

Quelle fut votre première intervention en faveur des fleuves?

Cela va sembler archaïque: en 1984, j'avais été mandaté par les grandes organisations de protection de l'environnement, WWF international en tête, pour organiser la coordination de la sauvegarde d'un morceau du Danube, entre Vienne et Budapest. Sur cette portion de 350 kilomètres de long, à cheval sur l'Autriche, la Hongrie et la Slovaquie, trois grands barrages devaient être construits. À cette époque, les régimes communistes des pays de l'Est rendaient les conditions de travail assez difficiles: j'ai effectué plusieurs trajets clandestins en canoë pour acheminer dans des sacs plastique étanches des pièces détachées de photocopieurs aux associations locales, ce qui était illégal puisque la reproduction de documents

était strictement interdite durant l'ère communiste... Aujourd'hui, avec Internet, la communication est plus facile! Le clou de l'histoire, c'est qu'un seul projet de barrage, sur les trois, a été retenu, et qu'un parc national, le Donau-Auen, a été créé le long du fleuve...

Et à l'échelle européenne, quel a été le déclencheur?

Indiscutablement, la catastrophe écologique survenue sur le Rhin en 1986. Suite à l'incendie de l'usine Sandoz à Schweizerhall, près de Bâle, le fleuve a été durement pollué, ce qui a entraîné une hécatombe parmi les poissons et la microfaune. Paradoxalement, cet accident environnemental a eu des conséquences formidables. La CIPR – Commission internationale pour la protection du Rhin – a été mise en place: la Suisse, la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Commission européenne y coopèrent pour restaurer le Rhin et ses affluents. Cette initiative a ensuite été reproduite sur le Danube, l'Elbe et ailleurs. Scientifiques, experts,

techniciens, politiques se sont réunis pour discuter d'un plan de sauvetage de nos grands cours d'eau. À l'époque, les associations de protection de l'environnement et les ONG étaient exclues de ces commissions. Du coup, nous nous sommes organisés au niveau de chaque bassin-versant, du Portugal à l'Oural, de l'Europe du Nord aux côtes de l'Afrique du Nord. Jamais auparavant, les associations de protection de la nature n'avaient travaillé sur un territoire aussi vaste et, de plus, sur différents pays. C'est à ce moment qu'est né, véritablement, le mouvement international de protection des rivières, entre autres avec

ERN – European Rivers Network, le réseau des fleuves européens.

Et puis il y eut la grande épopée de la protection de la Loire, qui a été l'une de vos grandes victoires...

Dès 1986, effectivement, j'ai été appelé pour intervenir sur le fleuve Loire. À l'époque, l'Epala – Établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents – prévoyait un aménagement lourd de la Loire et de ses affluents, avec plusieurs projets de barrage. Je me suis rendu sur place et, par le biais de l'association Loire Vivante, composée d'un formidable réseau de gens de l'ensemble du bassin, scientifiques,

associations locales de défense de l'environnement et citoyens, j'ai, avec d'autres militants, coordonné sept années d'actions juridiques, médiatiques et scientifiques avec les différents acteurs du fleuve. L'engouement était énorme, des militants venaient de toute l'Europe pour apporter leur soutien. Entre 1989 et 1994, nous avons occupé le site de construction du projet de barrage de Serre de la Fare, dans la haute vallée de la Loire. Pendant cinq années, il y eut, en permanence, entre 20 et 1 000 personnes sur le site. La construction de trois grands barrages a finalement été annulée. Au même moment est née une vision moderne de l'écosystème fleuve: le Plan Loire grandeur nature! C'est la première grande victoire des associations environnementales pour la protection des fleuves au niveau européen mais d'autres batailles environnementales avaient été gagnées auparavant, comme dans le nucléaire...

Que répondez-vous à la question épineuse du maintien ou non des barrages existants?

Nous savons aujourd'hui que l'écosystème d'un fleuve ne fonctionne bien que lorsqu'une variation naturelle du débit d'eau est possible et que la continuité écologique n'est pas perturbée. Or, la plupart des fleuves européens ont été lourdement équipés de barrages pour l'irrigation et la production d'énergie, on leur a enlevé leur capacité de fonctionner en tant qu'écosystèmes. Aujourd'hui, la position de l'Europe quant à la façon de produire de l'énergie n'est pas encore tranchée. Quelques pays misent encore sur l'hydroélectricité à grande échelle, le Portugal s'apprête à construire 10 nouveaux très grands barrages, la Bulgarie 3... pour satisfaire une demande croissante. Fort heureusement, d'autres pays réfléchissent au passage de la gestion de l'offre à la gestion de la demande. C'est ce dernier scénario que nous préférons.

Autre aspect, le parc de barrages en Europe commence à vieillir. Il existe à l'heure actuelle, plus de 10 000 barrages (petits, moyens et grands) en fin de vie en Europe, et la question se pose: faut-il les retirer? Faut-il les rééquiper? À notre avis, il faut démanteler ceux qui ont les effets les plus négatifs sur l'environnement afin de rétablir la continuité écologique des fleuves. D'autres barrages sont à maintenir voire à moderniser, puisque dans notre modèle actuel de consommation d'énergie, ils sont indispensables. Ce dont nous avons besoin, c'est de barrages gérés correctement, placés aux bons endroits, capables de laisser passer les poissons

migrateurs et les sédiments, vers la source comme vers l'estuaire. Donc des barrages pas seulement renouvelables mais verts!

Quel est le but du «Big Jump», ce grand bain collectif dans les fleuves d'Europe?

Le Big Jump a été créé en 2000, l'année d'adoption de la directive-cadre Eau, et devrait se terminer en 2015, date à laquelle on atteindrait le bon état des eaux: lors de la première édition, 350 000 personnes se sont baignées dans 33 fleuves différents et nous attendons des effectifs beaucoup plus importants lors du prochain Big Jump qui aura lieu en 2010. L'objectif? Faire redécouvrir aux Européens les fleuves et rivières qui coulent à côté de chez eux, et les réconcilier avec nos cours d'eau. On les intègre d'ailleurs dans la plupart des aménagements urbains contemporains: on réalise des promenades au bord de l'eau, on aménage les berges, on rouvre l'accès aux rives des fleuves. On les célèbre: Paris-plage, sur les rives de la Seine, en est un bon exemple. Bien sûr, Paris-nage serait mieux que Paris-plage!

Alors, tout est encore possible? Il faut garder espoir?

Ce qu'il est important de retenir, c'est que nous n'avons pas que la capacité d'agir, nous pouvons aussi affirmer que la dépollution d'un fleuve est possible, qu'elle fonctionne! Preuves à l'appui, nous savons que les écosystèmes se remettent rapidement de décennies de pollution, même lourde, parce que les fleuves sont des écosystèmes très dynamiques, avec une capacité de résilience très élevée. Le renouvellement de l'eau est rapide, contrairement aux grands lacs et aux nappes phréatiques. Laissez le fleuve quelques années en paix, et vous verrez le résultat... Aujourd'hui, la qualité de l'eau de baignade est atteinte sur le Rhin, de la Suisse à Rotterdam. Il y a 20 ans, un tel événement aurait été impensable. Un autre exemple: en 1989, lors de la réunification de l'Allemagne, l'Elbe était le fleuve européen le plus pollué. Dès 2002, ses eaux sont redevenues propres pour la baignade! Pour prendre un exemple médical, certains de nos fleuves sont en réanimation, d'autres, en convalescence, d'autres enfin sont définitivement sortis de l'hôpital. Je reste persuadé que la restauration des fleuves est un projet réaliste, qu'un grand espoir nous est permis, et que la totalité de nos écosystèmes fluviaux seront en meilleure santé dans 20 ou 30 ans. Nous pourrions enfin revivre en harmonie avec eux. ▀

Informations: www.bigjump.org; www.ern.org